

E G Y P T E

Séjour au Caire du 28 avril au 3 mai

Personnalités rencontrées :

- l'Ambassadeur de France et ses conseillers politique et commercial
- le Dr Wali, Directeur Général de la Corporation Egyptienne du Pétrole (EGPC)
- le Dr Amin, Directeur de la Production à l'EGPC
- M. Salah el Abid, Directeur des Affaires Economiques au Ministère des Affaires Etrangères,
- M. Boutros Ghali, Professeur de Droit International et Rédacteur en Chef de El Haram économique
- M. Bahir Onsy, Directeur Général de la Banque Centrale.

I - Situation Politique -

L'impression la plus saisissante au cours du premier contact avec l'Egypte est évidemment l'ampleur de la révolution que Nasser et son gouvernement ont imposée au pays. A l'exception des toutes petites entreprises et de l'artisanat, toute l'activité industrielle et commerciale est nationalisée. La réforme agraire a fixé à 40 ha. la limite supérieure de la propriété ; peut-être même cette limite sera-t-elle abaissée de moitié. Des indemnités dérisoires et les limitations apportées à la fortune mobilière ont éliminé la classe où se recrutait naguère l'élite égyptienne.

.../.

1	2	cms	PUBLIC RECORD OFFICE	Ins	1	1	2
Ref: FO 371/175549			87972				
Please note that this copy is supplied subject to the Public Record Office's terms and conditions and that your use of it may be subject to copyright restrictions. Further information is given in the enclosed 'Terms and Conditions of supply of Public Records' leaflet							

- 2 -

Le départ des colonies étrangères, l'exil d'un grand nombre d'Égyptiens de valeur, ont certainement diminué la qualité intellectuelle et technique, et plus encore le degré de culture, de ceux qui ont la responsabilité des affaires. Il n'en reste pas moins que l'Égypte conserve sur les autres pays arabes une avance reconnue de tous et qui est un des éléments de son autorité dans le monde arabe.

II - Politique pétrolière -

Les Égyptiens soulignent que la conception qu'ils se font de la politique pétrolière est tout-à-fait différente de celle des autres États Arabes. Dans le souci constant de sa souveraineté et en prenant toutes précautions pour bénéficier de tout progrès de cette branche de l'économie, l'Égypte veut assurer sur une base solide sa collaboration avec les étrangers. Trois considérations inspirent cette attitude.

- La première est financière. Disposant de quantités limitées de capitaux pour assurer tous les investissements dont elle a besoin, l'Égypte est obligée de mesurer étroitement ce qu'elle consacre au pétrole ; les ressources complémentaires doivent être fournies par le capital étranger. L'Égypte pense en effet que son développement économique doit être fait d'une manière harmonieuse, sans que soit spécialement favorisée telle branche de l'industrie par rapport à telle autre. Le pétrole ne dispose pas de priorité.

- La seconde raison est fondée sur les réalités du marché. L'Égypte espère devenir exportatrice de pétrole. Elle sait que l'exportation ne peut être assurée que par une collaboration avec les Compagnies qui disposent des débouchés. L'entente avec les Compagnies est donc une nécessité que le Gouvernement égyptien reconnaît.

- Enfin, l'Égypte ne dispose pas de tous les techniciens dont elle a besoin. C'est donc à l'étranger qu'elle va s'adresser pour lui fournir les hommes qui lui manquent.

.../.

- 3 -

Cette conception conduit le gouvernement égyptien à une indifférence relative aux débats de l'O.P.E.C. Cette organisation groupe en effet des pays où le pétrole a un rôle presque écrasant dans la vie économique et décisif pour les ressources fiscales de l'Etat.

Cela dit, il n'est pas certain que cette conception du problème pétrolier soit la seule qui ait cours en Egypte, ou plutôt, certains indices donnent à penser qu'il existe au Caire d'autres vues en matière pétrolière que celles que l'on applique aux problèmes spécifiquement égyptiens.

Mes interlocuteurs à l'E.G.P.C. ont souligné le fait des liens personnels qui les unissaient à Fariki et les échanges de vues auxquels ils procédaient régulièrement avec l'ancien ministre saoudien. Les doutes qui ont été exprimés devant moi sur les doctrines de Fariki ne tenaient pas au fait que l'on jugeait mauvais ce qu'il préconise, mais au fait que cette politique n'est pas praticable, aussi longtemps que les principaux gouvernements arabes producteurs de pétrole étant réactionnaires et quand fédéraux sont pas nature incapables de tous faire la même chose au même moment. C'est aussi la raison que l'on invoque pour dire que la valeur exemplaire de la politique pétrolière égyptienne n'est pas comprise par des Etats rétrogrades.

Il y a déjà dans cette observation une arrière-pensée qui n'est pas dissimulée. Quand la contradiction est soulignée qui existe entre la conception d'une collaboration avec les Compagnies pétrolières étrangères et la nationalisation récente de la Shell, au regard du côté égyptien, il n'est agi là d'une simple question politique à deux faces, mais que les préoccupations de développement économique trouvent leur limite dans deux considérations d'un autre ordre, infiniment variables selon la conjoncture, c'est installer dans la politique d'entente avec les étrangers un redoutable élément d'incertitude.

Or, tous mes interlocuteurs égyptiens ont souligné que la lutte contre l'Angleterre est aujourd'hui absolument fondamentale et qu'elle sera poursuivie jusqu'au bout. C'est la vieille querelle héritée du XIXème siècle qu'il faut complètement vider. Au surplus, en vertu d'un mécanisme psychologique singulier, les Egyptiens ont le sentiment dans les circonstances présentes de répondre à une "provocation" anglaise. Certes, on laisse

entrevoir le désir d'un accord avec Londres et l'on exprime l'espoir que l'arrivée éventuelle des travaillistes au pouvoir donnerait au Cairo des interlocuteurs plus au fait des réalités contemporaines dans le monde arabe. Mais l'ambition égyptienne s'exprime sans ambages : il s'agit de la disparition de toutes les positions anglaises dans la péninsule arabique et, par voie de conséquence, des régimes politiques que la tutelle anglaise soutient.

Ce programme, qui s'inscrit dans la ligne d'un anti-colonialisme traditionnel est-il par de toute ambition spécifiquement égyptienne ? On peut en douter, car c'est ici que réapparaît le problème pétrolier.

Le contrôle de la production pétrolière dans le monde arabe semble plus que jamais un des objectifs de Nasser. Il est significatif que, sans s'attirer la moindre observation publique des autres Etats arabes, il ait parlé le 1er Mai de la possibilité de porter la lutte contre l'Angleterre sur le terrain des représailles pétrolières.

Sous une forme différente, et dans une autre perspective, la réflexion n'a été faite aux Affaires Etrangères comme à la Banque Nationale, que le développement économique et social de l'Egypte n'était pas possible à plus ou moins longue échéance sans le contrôle du pétrole arabe. En outre, il était "inévitabile" que le pays arabe le plus peuplé, le plus évolué et le plus pressé par l'expansion démographique soit aussi le seul à ne pas disposer de vastes ressources pétrolières.

Conclusion -

I - La constatation essentielle que l'on peut faire aujourd'hui tient à la nature du règlement que les Compagnies pétrolières espèrent faire avec les pays producteurs du Moyen-Orient. Pour des raisons diverses, dont les unes sont de circonstance mais les autres de fond, le problème pétrolier n'est pas considéré par les Etats Arabes comme un problème économique mais avant tout comme une affaire politique. Il s'ensuit que l'exposé technique que les Compagnies sont amenées à faire de leurs points de vue suscite finalement plus de méfiance qu'il ne provoque d'adhésion, pendant l'étape préliminaire et courte où nos interlocuteurs sont satisfaits de montrer qu'ils peuvent suivre les Occidentaux sur un terrain complexe. En réalité, l'argumentation économique et technique que l'on peut développer est soupçonnée de recéler des pièges ou de n'être autre chose qu'une nouvelle tentative pour consolider ce que l'opinion arabe considère communément comme des positions privilégiées héritées de la période coloniale.

A cet égard, il est sans doute dangereux de sous-estimer le rôle de Tariki dans la formation du sentiment public au Moyen-Orient. Certes, on est parfois gêné du côté arabe par l'éclat qu'il donne aux thèses les plus radicales et l'on affecte de dire que son opinion n'engage que lui-même. Il n'en reste pas moins, et du côté iranien on insiste sur ce point, que la dénonciation permanente à laquelle Tariki se livre de l'action des Compagnies pétrolières laisse des traces profondes. L'échec des dernières conversations de l'OPEC est propre à renforcer l'autorité de l'ancien ministre saoudien. Au demeurant, Tariki entretient les relations les plus étroites avec Le Caire ; il insuffle sa conception des choses au gouvernement d'Alger pour lequel il effectue des travaux de conseil et de préparation législative.

Il est donc difficile de penser que l'on puisse parvenir à un règlement pétrolier abstraction faite du contexte politique qui prévaut actuellement dans les pays arabes. Cette affaire sera traitée par nos interlocuteurs en fonction de préoccupations et d'ambitions où l'impératif économique n'a pas nécessairement la priorité.

.../.

1	2	cms	PUBLIC RECORD OFFICE	ms	1	2
Ref: FO 371/175549				87972		
Please note that this copy is supplied subject to the Public Record Office's terms and conditions and that your use of it may be subject to copyright restrictions. Further information is given in the enclosed 'Terms and Conditions of supply of Public Records' leaflet						

II - Or, le phénomène politique fondamental dans le monde arabe reste la personne de Nasser. Il ne faut pas penser que le Président de la République Egyptienne puisse en tous lieux et en toutes circonstances imposer sa volonté, ni que son action ne soit pas marquée d'une certaine prudence. Plusieurs expériences ont montré qu'il existait une limite à son action et qu'il pouvait connaître des revers. Successivement, la Syrie, le Liban, l'Arabie Séoudite, la Jordanie ont infligé des coups d'arrêt à l'action égyptienne. Les cadres politiques et surtout les cadres militaires des pays arabes montrent qu'ils entendent conserver des possibilités d'existence autonome. Ce sont autant d'obstacles à l'hégémonie de Nasser. Enfin, son prestige a certainement été atteint par l'affaire du Yémen où ses troupes n'ont pas marqué de succès décisifs. Cela dit, il faut également constater qu'une fois de plus, grâce au problème israélien, Nasser a marqué depuis six mois un très réel rétablissement diplomatique. La Conférence du Sommet au Caire a mis un terme aux querelles qu'il avait avec la Tunisie et le Maroc ; l'Algérie apparaît plus que jamais son allié. Un terrain d'entente a été trouvé avec les Etats du Proche-Orient. Dans le même temps le prestige qu'exerce Nasser sur l'homme de la rue dans tous les Etats arabes reste immense. Par la radio il reste le maître des émotions de la foule : aux yeux de celle-ci il est encore le personnage tutélaire qui travaille à faire rendre justice à la nation arabe lésée dans ses droits et ses intérêts. Il s'ensuit que les gouvernements arabes doivent agir ou réagir en fonction de ce que pense ou de ce que veut Nasser. Il est maneur du jeu et, inversement, on pourrait presque dire qu'il dispose d'une manière de veto sur le comportement des autres Etats arabes, la Syrie faisant pour l'instant violemment exception. Mais on ne peut s'empêcher d'être frappé par l'inlassable patience avec laquelle Nasser, malgré revers ou échecs, revient constamment à la charge et, par la propagande, l'action directe ou la subversion, tend à exercer une action de contrôle et de coordination de l'ensemble du monde arabe.

Or, il est clair que Nasser est actuellement lancé dans une politique anti-anglaise susceptible de prendre les formes les plus brutales. Au secrétariat général de la Ligue arabe on en conçoit certaines inquiétudes, notamment si les rapports anglo-égyptiens venaient à un point de crise qui ne pourrait pas laisser indifférentes les autres Puissances occidentales. Cette politique,

dans la mesure où elle se donne pour objectif la disparition des derniers protectorats européens en terre arabe, apparaît comme le complément naturel de l'action anti-colonialiste de l'Egypte. A ce titre elle constitue un terrain d'élection pour permettre à Nasser de "tenir" sa clientèle. En même temps, cette campagne anti-britannique lui est utile pour détacher provisoirement l'opinion des affaires de Palestine où le détournement des eaux du Jourdain va constituer un succès israélien que les Arabes seront bien en peine d'empêcher. La manœuvre contribue également à faciliter les choses au Yémen où il devient facile d'expliquer les difficultés par la présence prolongée de l'Angleterre à Aden. D'autre part, le gouvernement égyptien a été ulcéré par les démarches qu'aurait faites Londres pour tenter d'obtenir de Washington une suspension de l'aide américaine à l'Egypte. Les affaires économiques deviennent de ce fait un terrain sur lequel Nasser entend porter des coups à la Grande Bretagne. La nationalisation des derniers intérêts pétroliers anglais en Egypte est officiellement présentée sous ce jour. Le discours de Nasser du 1er mai constitue un avertissement d'autant plus remarquable que le Président de la République Egyptienne évoque des ressources pétrolières que contrôlent d'autres gouvernements que le sien et ceci n'a soulevé aucune protestation.

Les événements

En bref, on peut douter que le gouvernement égyptien favorise dans les circonstances présentes un règlement des questions pendantes entre les compagnies pétrolières et les Etats producteurs, singulièrement lorsqu'il s'agit, en Irak, d'une compagnie qui est anglaise dans sa forme juridique et pour la moitié de ses actionnaires. Le gouvernement arabe d'un pays producteur qui conclurait à l'heure présente un accord avec les compagnies serait dénoncé comme trahissant les intérêts de la Nation arabe au profit du pire impérialisme de l'Occident. Il est à craindre que Nasser ne détienne la clef qui permettrait de régler les problèmes posés à Bagdad.

III - Dans la situation actuelle du Levant, la question se pose de la position propre à la France et du rôle qu'elle peut y jouer. Il n'est pas douteux que la fin de la guerre d'Algérie et le rétablissement de relations diplomatiques normales avec tous les Etats du Moyen-Orient ouvre de nouvelles

.../.

1	2	cms	PUBLIC RECORD OFFICE	ins	1	1	2
Ref: FO 371/175549						87972	
Please note that this copy is supplied subject to the Public Record Office's terms and conditions and that your use of it may be subject to copyright restrictions. Further information is given in the enclosed 'Terms and Conditions of supply of Public Records' leaflet							

et solides perspectives à notre action. La hargne et la pugnacité des Arabes sont actuellement mobilisées contre l'Angleterre. Il y a un évident dessein de nous ménager et notamment de taire - provisoirement sans doute - les liens de la France avec Israël.

La personne du Président de la République Française séduit. Les difficultés qui existent dans les rapports de la France avec les Etats-Unis rendent la France sympathique en même temps que les Arabes se réjouissent de n'avoir plus à subir le poids d'une politique occidentale concertée. Il existe incontestablement et de la manière la plus authentique un appétit pour notre culture et nos techniques. Partout l'on souligne que notre présence n'est pas à la discrétion du rôle que nous pouvons et devons jouer. Tout n'est pas sain dans cette attitude où l'on discorde très vite le désir de jouer d'une puissance occidentale contre l'autre. En même temps certaines illusions sont entretenues sur ce que la France peut ou veut faire au Moyen-Orient. Les espoirs que l'on place actuellement en nous vont sans doute très au delà des réalisations possibles. Nous devons dès à présent tenir compte des effets de certaines déceptions possibles. De cette action de la France au Moyen-Orient, la présence et l'activité de la Compagnie Française des Pétroles est une des formes auxquelles les gouvernements arabes - et c'est une des rares manières de voir qu'ils partagent avec le gouvernement iranien - attachent un très grand prix.

En de nombreuses circonstances la modestie de notre participation en hommes à la vie de l'I.P.O. comme du Consortium a été déplorée et l'on souhaite qu'un effort soit entrepris par la Compagnie pour être davantage présente et davantage connue. Dans les vœux exprimés à ce sujet, il y a bien entendu, à côté d'un désir authentique, une arrière-pensée plus cynique tendant à diviser les intérêts français de ceux auxquels ils sont associés. Mais tout en prenant garde à cet aspect des choses il reste qu'en Irak notamment, cet état d'esprit nous offre des possibilités d'action tout-à-fait normales et dont nos partenaires ne peuvent pas se formaliser.

.../.

1	2	cms	PUBLIC RECORD OFFICE	ins	1	1	2
Ref: FO 371/175549						87972	
Please note that this copy is supplied subject to the Public Record Office's terms and conditions and that your use of it may be subject to copyright restrictions. Further information is given in the enclosed Terms and Conditions of supply of Public Records' leaflet							

IV - Il faut conclure par une brève observation sur le comportement des Etats-Unis dans le monde arabe et singulièrement en Egypte. L'on s'étonne souvent en Occident de l'appui et du concours apportés sans discontinuité par les Etats-Unis à Nasser (en tous cas depuis la fin 1956) et aux dépens parfois des intérêts d'autres occidentaux. La politique du gouvernement américain s'inspire de trois considérations dont l'une rejoint très clairement les préoccupations pétrolières.

En premier lieu, les Etats-Unis considèrent que les Etats arabes, et singulièrement l'Egypte, constituent un terrain privilégié de la guerre froide où peuvent se placer les épisodes décisifs de celle-ci. Ils redoutent par conséquent que toute absence des Etats-Unis ne soit immédiatement relevée par une présence soviétique. Dans cette perspective et quelles que soient les dénonciations dont ils peuvent être l'objet de la part de Nasser et des Etats arabes, la consolidation de l'ordre établi en Egypte et de l'influence nassérienne dans les autres Etats arabes apparaissent une garantie contre l'immixtion soviétique, l'essentiel étant non point la défense d'un certain ordre économique et social mais la non-inféodation à Moscou.

En second lieu, le soutien décisif, sur le plan économique et financier notamment, que les Etats-Unis apportent à Israël est équilibré si l'on peut dire par le concours apporté à l'Egypte.

Enfin et en troisième lieu, les Etats-Unis sont très conscients de pratiquer par l'assistance à Nasser une sorte d'assurance de leurs investissements pétroliers dans toute la zone arabe.